

"Le Conseil de l'Europe en quête d'identité" dans Luxemburger Wort (18 mai 2005)

Légende: Le 18 mai 2005, au lendemain de la clôture du troisième sommet du Conseil de l'Europe, qui se tient à Varsovie les 16 et 17 mai, le quotidien Luxemburger Wort commente le déroulement d'une rencontre fondamentalement marquée par la question de la clarification du rôle du Conseil de l'Europe dans le paysage des organisations européennes et en particulier par la nécessité de redéfinir ses relations avec l'Union européenne.

Source: Luxemburger Wort. 18.05.2005. Luxembourg.

Copyright: (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_conseil_de_l_europe_en_quete_d_identite"_dans_luxemburger_wort_18_mai_2005-fr-3bfc9a37-13e8-4268-a328-1ca4950d9a14.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

De nombreux chefs d'Etat réunis lors du troisième sommet à Varsovie

Le Conseil de l'Europe en quête d'identité

PAR ROMAN GUTKOWSKI (VARSOVIE)

Pour son troisième sommet, après ceux de Vienne en 1993 et de Strasbourg en 1997, le Conseil de l'Europe a réuni lundi au Palais royal à Varsovie la quasi totalité des Etats du continent européen, à l'exception du Belarus, dont le régime autoritaire du président Alexandre Loukachenko demeure au ban de l'organisation. Le Conseil de l'Europe charge le Premier ministre Jean-Claude Juncker «d'élaborer à titre personnel un rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, sur la base des décisions prises lors du Sommet et compte tenu de l'importance de la dimension humaine de la construction européenne».

Dans le discours d'ouverture, le président polonais Aleksander Kwasniewski a dénoncé des «zones de pauvreté inacceptables», de «déficit de démocratie», de violations des droits de l'Homme, des limites à la liberté de la presse et la corruption sur le continent, sans citer de pays. Il a par ailleurs appelé les dirigeants à soutenir «tous ceux qui ont le courage de se battre contre les vestiges du totalitarisme dans certaines régions de notre continent et qui ont la volonté de vivre selon les normes européennes et les valeurs démocratiques».

Selon le président Kwasniewski, dans les prochaines années, «l'adhésion du Belarus au Conseil de l'Europe sera impossible. Tout ce qui se passe dans ce pays est une négation des principes de la démocratie», a-t-il ajouté. Selon Adam Rotfeld, le chef de la diplomatie polonaise, le Belarus est «une négation de trois piliers du Conseil de l'Europe: de l'Etat de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance».

Les dirigeants de 46 Etats européens, entre autres le Premier ministre Jean-Claude Juncker, ont souligné l'indispensable coexistence du Conseil de l'Europe, la doyenne des institutions européennes garante des droits de l'Homme, au côté de l'Union européenne.

Juncker plaide pour le Conseil

«Les rivalités entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne n'ont pas lieu d'être», a lancé le président en exercice de l'UE, Jean-Claude Juncker. «La sauvegarde des droits de l'Homme, l'action culturelle ainsi que son action normative font du Conseil de l'Europe une organisation dont l'Union européenne serait dans l'impossibilité de prendre le relais», a affirmé le Premier ministre.

«Nous devons trouver des partenariats, des synergies, des terrains de complémentarité», a expliqué le secrétaire général du Conseil de l'Europe, le Britannique Terry Davis. «Le Conseil de l'Europe doit agir en synergie et en complémentarité, tant avec l'UE qu'avec l'OSCE», a renchéri le ministre des Affaires étrangères français Michel Barnier tandis que le Premier ministre turc Recep Ayyip Erdogan a souligné le «rôle central» de l'organisation «dans le dialogue interculturel et interreligieux».

Le sommet devrait clarifier la place et le rôle de l'organisation dans le paysage des institutions européennes alors que les 25 pays membres de l'UE sont devenus le 1^{er} mai 2004 majoritaires au sein de l'organisation paneuropéenne fondée en 1949 et basée à Strasbourg. Les travaux du Conseil de l'Europe, de l'UE mais aussi de l'OSCE donnent de plus en plus souvent l'occasion de doublons ou d'interférences y compris dans les domaines de la défense des droits de l'Homme.

Strictes mesures de sécurité

Les autorités polonaises ont mis en place de très strictes mesures de sécurité, avec quelque 10.000 policiers. Plusieurs centaines d'altermondialistes ont manifesté à proximité du Château royal qui abrite le sommet contre «le Conseil d'eurocrates et les guerres en Irak et en Tchétchénie».